

Soazig Quéméner & Alexandre Duyck

L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION

*Les dessous
d'une présidentielle insensée*



Flammarion

Soazig Quéméner & Alexandre Duyck

L'IRRÉSISTIBLE ASCENSION

On la disait jouée d'avance, simple match retour du Sarkozy-Hollande de 2012 puis voie royale pour François Fillon. On la craignait ennuyeuse, incapable de passionner les foules. Mais rien ne s'est passé comme prévu.

Cette présidentielle 2017 restera comme la plus folle de la V^e République.

Durant une année, Soazig Quéméner et Alexandre Duyck ont infiltré les états-majors, recueillant confidences inédites, assistant à des scènes jamais racontées. Jusqu'au soir du 7 mai, ils ont été les témoins privilégiés des alliances, des trahisons et de tous les coups de théâtre.

Tout au long de ce récit palpitant, ils révèlent comment s'est joué le shakespearien renoncement de Hollande ; les descentes aux enfers de Juppé, Sarkozy et Valls. Ils retracent l'impact phénoménal du Penelopegate alors que Fillon croyait l'avoir déjà emporté. Partis à la rencontre des électeurs du Front national, ils décrivent de l'intérieur la montée en puissance de Jean-Luc Mélenchon et la marche vers le pouvoir d'Emmanuel Macron.

Autant de rebondissements, jusqu'au duel final contre Marine Le Pen, qui ont laissé de nombreux électeurs indécis jusqu'au jour du vote... Et permis à Emmanuel Macron de devenir, à 39 ans, le plus jeune président de la République française.

Soazig Quéméner, 40 ans, est rédactrice en chef politique au journal Marianne depuis décembre 2014, après quinze ans passés au Journal du Dimanche.

Alexandre Duyck, 48 ans, est journaliste et auteur. Il collabore à plusieurs magazines et chaînes de télévision après avoir été grand reporter au Journal du Dimanche.

Flammarion

L'Irrésistible Ascension

Les dessous d'une présidentielle insensée

Des mêmes auteurs

Alexandre Duyck

Chaque visage a une histoire, avec le P^r Laurent Lantieri, Flammarion, 2012.

Chantal Mauduit : Elle grimpait sur les nuages, éditions Paulsen, coll. « Guérin », 2016.

Charles de Foucauld : Explorateur, éditions Paulsen, 2016.

La République des rumeurs : 1958-2016, Flammarion, 2016.

Les Voies de la terreur, avec Jean-Louis Bruguière, Fayard, 2016.

Soazig Quéméner

NKM, la présidente, JC Lattès, 2014.

Julie Gayet : Une intermittente à l'Élysée, avec François Aubel, les Éditions du Moment, 2016.

Alexandre Duyck et Soazig Quéméner

L'Irrésistible Ascension

Les dessous d'une présidentielle insensée

Flammarion

© Flammarion, 2017
ISBN : 978-2-0813-9530-5

À mes filles Alice et Claire.

*Aux élèves du lycée Maryse-Bastie de Hayange,
jeunes citoyens et futurs électeurs.*

À François, Anouk et Gaston.

Prologue

Le sacre du Louvre

Il fallait oser. Marcher dans les pas de François Mitterrand, premier président de la République socialiste, quand on est né en 1977 et que l'on doit sa propre victoire au « ni gauche ni droite », à cette étiquette centriste que le promeneur du Champs-de-Mars abhorrait et raillait en répétant : « Le centre n'est ni de gauche ni de gauche. » Imiter celui qui s'était autoproclamé dernier des géants, le Sphinx qui lâchait : « Je suis le dernier des grands présidents. Après moi, il n'y aura plus que des financiers et des comptables. »

En voyant un ancien banquier lui emprunter le cérémonial de la marche vers le Panthéon de mai 1981, Mitterrand s'est-il retourné dans sa tombe ? Ou a-t-il salué l'audace ultime de cet autre provincial monté à Paris pour y conquérir le pouvoir ? 21 mai 1981, 7 mai 2017 : même arrivée à pied en solitaire, en remontant la rue Soufflot pour Mitterrand, en traversant la cour du Louvre pour Macron qui était en première année de maternelle ce printemps-là. Même *Hymne à la joie* de Beethoven. Jusqu'au lieu du discours de la victoire : dans la cour carrée du Louvre, à l'ombre de la pyramide de Pei, cette pyramide si controversée à l'époque et que le président socialiste avait courageusement imposée. Emmanuel Macron en François Mitterrand des temps

Les dessous d'une présidentielle insensée

modernes, en réincarnation de ce président socialiste venu de la droite provinciale, il fallait y penser. Il fallait oser. Mais après tout, pourquoi pas ?

Il y a cinq ans, au soir de la victoire d'un autre François, il n'était qu'un modeste conseiller. Le voici sacré roi. Il l'a donc fait. Être élu le 7 mai 2017 à l'âge de 39 ans. Devenir le plus jeune président de la République française, le plus jeune chef d'État de tous les pays occidentaux, être le cadet de 31 ans du président des États-Unis. Réussir ce que tout le monde croyait doublement impossible : conquérir l'Élysée sans avoir jamais remporté la moindre élection au préalable, pas même une modeste cantonale ; dépasser le clivage gauche-droite et renvoyer dos à dos héritiers du RPR de Chirac et du PS des deux François, Mitterrand et Hollande.

Trois citations nous reviennent à l'esprit au moment de relater la soirée du triomphe d'Emmanuel Macron. Elles figurent toutes dans ce livre. Elles sont l'œuvre de deux de ses plus proches conseillers et du président de la République. La première, signée Benjamin Griveaux, l'un des porte-parole de Macron : « Il croit en son destin depuis le départ. Lui seul y croyait. Les dix couillons autour de lui au début y croyaient moins que lui, c'était tellement illogique¹ ! » Elle renvoie au printemps 2016, il y a seulement un an. La création d'« En Marche ! » Cela semble si loin désormais avril-mai 2016. Macron était encore ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique. À l'époque, tout le monde ou presque était persuadé que François Hollande serait candidat à sa réélection. Tous sauf Macron, qui le confiait à Julien Dray : « Hollande n'ira pas, je dois me préparer. » À l'époque, Hollande lui-même ignore

1. Voir le chapitre 21, « Macron, la marche triomphale ? »

Prologue

encore ce qu'il fera. À l'inverse, le président demeure aveuglément convaincu de la fidélité de son ancien conseiller, puis secrétaire général-adjoint de l'Élysée, puis ministre. De sa fidélité et de son incapacité à aller plus loin.

Deuxième citation, celle-ci de François Hollande : « Emmanuel Macron est un être qui n'est pas duplice, dans le sens où il utiliserait son ministère pour jouer une partition personnelle. [...] Il ne connaît pas les codes de la vie médiatique et politique. [...] Il n'est pas dans une stratégie personnelle sur le plan politique. [...] Je pense qu'il ne sera pas candidat ¹. »

La dernière citation nous revient, au soir du 7 mai, par sa dimension prophétique. À la mi-décembre, avant les vacances de Noël, bien avant que Macron ne passe en tête dans les sondages, bien avant que François Fillon, alors grand favori, ne s'embourbe dans les affaires puis ne s'écroule, un autre conseiller de Macron, Didier Casas, conseiller d'État devenu l'un des dirigeants de Bouygues Telecom, nous confiait ceci : « Pour moi, les choses sont simples : le chemin pour lui passe par le chas d'une aiguille. Mais bon... Imaginons : Hamon ou Montebourg gagne la primaire, qui tourne à la mascarade et décrédibilise le vainqueur... Bayrou renonce parce que Macron est trop fort dans les sondages ; Fillon continue de se durcir, de faire peur aux gens en parlant de sa réforme de la Sécurité sociale et de supprimer cinq cent mille fonctionnaires... Si Macron ne commet pas d'erreurs, il peut envisager d'être au second tour face à Le Pen. Et, dans ce cas-là, on gagne ² ! »

1. Gérard Davet, Fabrice Lhomme, *Un président ne devrait pas dire ça*, Stock, 672 p., 2016. Voir le chapitre 7, « Emmanuel Macron, une bulle qui n'explose pas ».

2. Voir le chapitre 7.

Les dessous d'une présidentielle insensée

Certes, Marine Le Pen a recueilli 10,6 millions de voix au deuxième tour de l'élection présidentielle, un score en dessous des espérances de la candidate du Front national mais qui doit être gardé en mémoire par sa force, sa portée et sa signification. En cinq ans, le nombre d'électeurs ayant voté pour l'extrême droite est passé de 6,4 millions au premier tour de 2012 à près de 11 millions le 7 mai 2017. Marine Le Pen a donc salué dimanche soir un « résultat historique et massif » avant d'annoncer « une transformation profonde » du Front national. Certes, jamais depuis 1969, les Français ne s'étaient autant abstenus (25,38 %) ni ne s'étaient moins déplacés pour voter le jour du second tour que quinze jours plus tôt. Certes, jamais les bulletins nuls et les votes blancs n'avaient été aussi nombreux, représentant au final près de 9 % des inscrits, soit environ 4,2 millions de votes. La victoire d'Emmanuel Macron se révèle donc « large et fragile » comme titre *La Croix* le 8 mai au matin. Mais Macron, fort de ses 66 % des voix, triomphe tout de même. Au terme de la plus folle, de la plus incroyable des élections présidentielles depuis la naissance de la V^e République. Digne d'un scénario de série américaine, scandinave ou française, qu'aucun auteur n'aurait imaginé écrire il y a tout juste un an. Qui aurait, en effet, imaginé faire disparaître, en une seule saison, François Hollande, Nicolas Sarkozy, Cécile Duflot, Alain Juppé, Manuel Valls, Arnaud Montebourg et François Fillon ? Quel esprit machiavélique aurait pu écrire le scénario et les rebondissements incessants conduisant au renoncement de François Hollande ? À la chute d'Alain Juppé, l'homme qui se croyait déjà président et qui collectionnait les unes de magazines, plus flatteuses les unes que les autres à l'été 2016 puis au début de l'automne ? À l'inconcevable Penelopegate devenu Fillongate ?

Prologue

Les images de la fin novembre 2016, le triomphe de François Fillon à la primaire de la droite et du centre, cette conviction amplement partagée que les jeux étaient faits, ne vous paraissent-elles pas dater d'il y a dix ans ? Elles n'ont pourtant que six mois. Qui aurait pu concevoir la chute du notable sarthois ? Comment anticiper la fin shakespearienne de l'anti-monarque Hollande, président trop normal, les trahisons quasi quotidiennes puis l'avènement du jeune prince ? Combien sont-ils à avoir juré, mordicus, jusque tard dans la campagne, que la popularité d'Emmanuel Macron n'était qu'éphémère, qu'elle ne constituait qu'une « bulle » médiatique, parisienne, qui, comme toute bulle de savon, était destinée, tôt ou tard, à exploser ? Désormais, à côté de l'élection présidentielle française de 2017, *House of Cards*, *Borgen* ou *Baron Noir* relèvent plus d'un épisode de *La Petite Maison dans la prairie* que de la réalité. Le *New York Times* ne s'y est pas trompé, qui écrivait, dans la journée de dimanche, avant même de connaître l'issue finale du scrutin : « L'élection présidentielle française a envoyé valser tous les codes en vigueur dans le pays depuis des décennies. Les deux candidats sont des outsiders. L'establishment a été écarté. La tonalité générale de la lutte entre les deux concurrents a choqué de très nombreux électeurs par sa violence et son insolence. Jusqu'aux toutes dernières heures, quand l'équipe d'Emmanuel Macron a indiqué qu'ils étaient la cible d'une campagne de hacking "massive et coordonnée". »

Il est 22 h 30 passées ce dimanche 7 mai 2017, il fait un temps de novembre. Le Louvre, l'ancienne forteresse de Philippe Auguste, l'ancien palais des rois de France, accueille son nouveau souverain : Emmanuel I, roi des Francs. Il y a quinze jours, au soir du premier tour, Macron avait refroidi et inquiété une partie de ses électeurs. Sur un air lancinant d'Aznavour, se voyant « déjà en haut de l'affiche », il avait eu le triomphe immodeste, s'affichant d'emblée avec Brigitte,

Les dessous d'une présidentielle insensée

faisant le V de la victoire, comme ivre de joie, ivre de lui-même, oublieux du second tour. Inconscient de la symbolique du retour de l'extrême droite en finale, quinze ans après le traumatisme du 21 avril 2002. Le 7 mai au soir, vêtu d'un pardessus sombre, achevant sa marche solitaire à travers la somptueuse cour du Louvre sous les yeux des caméras du monde entier ; puis faisant face, du haut de son estrade, à une marée de drapeaux tricolores, le nouveau président de la République est grave. Moins tout de même qu'une heure et demie plus tôt, quand il s'est exprimé pour la première fois, depuis sa permanence, mine fermée, soucieux de ne pas sourire, de ne pas crier victoire alors qu'elle était largement acquise. « Aimons la France, je vais avec humilité, avec dévouement, avec détermination, la servir. » Mais grave encore. Solennel. « Merci mes amis !, lance-t-il pour débiter son discours. Merci à vous d'être là ce soir. Merci de vous être battus avec courage et bienveillance pendant tant de mois parce que oui, ce soir, vous l'avez emporté, la France l'a emporté ! » Des écrans géants dévoilent son visage, enfin souriant, sa main gauche qui se lève pour saluer la foule, les baisers qu'il envoie. « Vous avez choisi l'audace, cette audace, chaque jour, nous la poursuivrons ! » « Macron président ! » hurlent ses supporters. Il parle encore, évoque le lieu qu'il a choisi, le palais du Louvre, « le lieu de tous les Français, de toutes les Françaises, c'est celui de la France. Ce soir c'est l'Europe, c'est le monde qui nous regardent. » Puis : « Notre tâche est immense, je vous servirai avec amour. » Vient enfin la note finale, à l'américaine. Brigitte, puis toute la famille et quelques amis et militants le rejoignent sur scène avant une *Marseillaise* qu'il chante, la main sur le cœur, fermant les yeux quelques secondes pour enfin savourer son bonheur. Il n'y aura pas de seconde soirée à la Rotonde, il ne débutera pas son quinquennat comme Nicolas Sarkozy en 2007. De retour à son QG dans le 15^e arrondissement, Emmanuel

Prologue

Macron dîne, dit-on, de sandwichs et de plats préparés en barquettes. En attendant beaucoup mieux sous les ors de l'Élysée.

Une photo a circulé en ce soir du 7 mai, une parmi tant d'autres. Elle a été prise à 20 heures dans le jardin d'hiver de l'Élysée. Entouré de ministres et de collaborateurs venus en famille, encadré de Jean-Marc Ayrault, qui restera comme son premier Premier ministre, et de Bernard Cazeneuve, son troisième et dernier, François Hollande, debout face à un écran de télévision, applaudit. Le président fête l'apparition sur l'écran de la silhouette de son successeur, de ce jeune homme qui l'aura si soigneusement lâché mais pour qui, au milieu de tant de trahisons venues des uns et des autres, il aura conservé jusqu'au bout une certaine estime et une indulgence certaine. Au terme d'un quinquennat tant décrié, François Hollande va donc céder le pouvoir à l'un de ses anciens conseillers et ministres et non à Marine Le Pen ou à François Fillon. Il pouvait redouter pire sortie que de confier les clés du palais à celui dont il disait il y a peu : « Emmanuel Macron, c'est moi ¹. » Pas sûr que Macron, qui assurait ces derniers jours « Je pense qu'on ne se prépare jamais à cette fonction. On ne peut pas se représenter ce que c'est, en générosité, en violence », revendique autant cette filiation, ni même l'héritage. Certes, dès le lundi 8 mai, c'est au côté de François Hollande qu'il a célébré la commémoration de la victoire de 1945 sur les Champs-Élysées. Mais pour la suite, Emmanuel Macron, l'homme qui, il y a un an seulement, croyait plus que tout autre en ses propres chances, ne se sentira guère redevable au plus impopulaire des présidents de la V^e République.

1. Gérard Davet, Fabrice Lhomme, *Un président ne devrait pas dire ça*, *op. cit.*

Les dessous d'une présidentielle insensée

L'un renvoyé en Corrèze, l'autre installé dans son bureau rue du Faubourg Saint-Honoré : chacun pourra méditer une citation de Georges Clemenceau. Pour Hollande, celle-ci : « Être vaincu vaut mieux qu'être vainqueur du côté des scélérats. » Pour Macron, celle-là : « Il faut d'abord savoir ce que l'on veut, il faut ensuite avoir le courage de le dire, il faut ensuite l'énergie de le faire. »

Chapitre 1

Le piège mortel

Il avait fait un pari : la primaire avait tant contribué à son élection en 2012 en lui permettant, à lui, l'ex-« Monsieur 3 % », d'être légitimé et de s'ouvrir les portes de l'Élysée. Elle allait cette fois-ci le faire réélire. Pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, un président allait remporter une deuxième victoire à la suite sans avoir traversé une période de cohabitation. Giscard en 1981 ? Battu. Sarkozy en 2012 ? Battu. Mitterrand 1988 et Chirac 2002 ? Vainqueurs, après avoir dû cohabiter avec le camp d'en face. Le plan de réélection de François Hollande était calé.

Immensément impopulaire, battant des records historiques, le chef de l'État croyait tellement en ses chances d'être réélu... Un an plus tôt, à l'automne 2015, lors de ses entretiens avec les journalistes du *Monde*, Gérard Davet et Fabrice Lhomme, pour les besoins du livre qui contribuera grandement à accélérer sa chute ¹, et dont nous reparlerons, il évoquait son second quinquennat non pas au conditionnel mais au futur. Reconnaisant, au passage, posséder « un gros complexe de supériorité ». Au point d'en être devenu définitivement sourd et aveugle ?

1. Gérard Davet, Fabrice Lhomme, *Un président ne devrait pas dire ça*, Stock, 672 p., 2016.

Les dessous d'une présidentielle insensée

Nous sommes à la fin du printemps 2016, à moins d'un an de l'élection. Une date décisive, peut-être la première de celles qui vont faire de l'élection présidentielle de 2017 la plus folle de la V^e République. Le 18 juin 2016, le Conseil national du PS décide de la mise en action de la primaire. Le premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, convainc Hollande d'y participer : « Il y aura une relégitimation, faut que tu acceptes, ce sont nos statuts. » Un témoin de la scène raconte : « Il lui enveloppe l'argumentation et, là, Hollande laisse faire. Or, laisser faire, c'est accepter. » De fait, le chef de l'État, comme à son habitude, ne tranche pas. À aucun moment il ne déclarera officiellement : « Si je suis candidat, je passerai par les primaires. » Explications de Bernard Poignant, ancien maire socialiste de Quimper, conseiller à l'Élysée et très proche ami de Hollande : « Il n'est pas quelqu'un qui s'épanche. S'il dit "oui", c'est oui ; mais s'il dit "oui oui", ça veut dire non. C'est une langue particulière le Hollande, une langue dont il faut assurer la traduction. Les présidents disent rarement non, à part Sarkozy, qui brutalisait les gens. Les présidents se montrent souvent aimables, laissant croire qu'ils vous ont écouté, approuvé, alors qu'en fait il n'en est rien. »

À l'Élysée, certains y croient encore dur comme fer : « La courbe du chômage va s'inverser, ça ne m'inquiète pas du tout, glisse un proche du président. L'opinion ? Oui, les sondages sont mauvais, mais nous avons le temps. Hollande, pour 2017, veut une candidature d'envie, d'enthousiasme pour sa personne ; il ne veut pas d'un vote en sa faveur qui serait par défaut. » Mais plusieurs de ses conseillers se désespèrent et voient le piège se refermer sur le président, prisonnier de la rigidité des statuts du Parti socialiste qu'il dirigea pendant si longtemps. Parmi eux, l'ami de toujours, Bernard Poignant, qui nous reçoit dans son minuscule bureau perché

Le piège mortel

tout en haut de l'Élysée, sous les combles : « Avoir laissé le PS voter le principe des primaires et y englober tout le monde, y compris le président, c'était s'y soumettre. Pourquoi l'a-t-il fait ? Je ne sais pas. Il y a des choses auxquelles je ne peux pas répondre. »

Hollande a été premier secrétaire pendant onze ans. Une fois président de la République, il a continué de se soumettre au PS. Indécrottable légitimiste, en 2012, à peine élu, il avait déjà laissé le parti présenter un candidat aux législatives contre François Bayrou qui l'avait pourtant soutenu dans l'entre-deux-tours. Et fut battu aux législatives. « Cette faiblesse à l'égard de Bayrou constitua à la fois une erreur et une indécatesse », poursuit Bernard Poignant. Mais le président n'oublie pas le premier secrétaire qu'il fut. Peut-être se dit-il aussi, au printemps 2016, que le processus des primaires n'ira pas à son terme, ou qu'il ne s'agira que d'une formalité. Un de ses amis : « Je suis persuadé qu'il l'a toujours regretté. » Poignant : « Le PS lui-même aurait dû évoluer, procéder à un vote déclarant que si le président était candidat, il n'y avait pas besoin de primaires. Il ne l'a pas fait et voilà où on en est aujourd'hui. »

Mi-juillet 2016, à l'Élysée, on nous affirme encore que la primaire « a le mérite de la clarté ». En effet, semaine après semaine, la situation serait en train de se décanter. Nicolas Hulot vient de déclarer forfait ; Arnaud Montebourg ne s'est toujours pas déclaré candidat et, d'ailleurs, le fera-t-il ? « Je ne sens pas de grand mouvement populaire autour de sa personne, plutôt une volonté individuelle et encore... », persifle un conseiller. À droite, on prédit une remontée de Sarkozy sur Juppé, une candidature à venir de Bayrou qui « ne saura pas résister », un retour dans le rang d'Emmanuel Macron qui, malgré ses déclarations répétées, ne quittera pas le gouvernement. Les derniers fidèles du président, qui

Les dessous d'une présidentielle insensée

martèlent le slogan « Ça va mieux », aussi inepte que ridicule mais heureusement éphémère « Hé oh la gauche ! », prendraient-ils leurs rêves pour des réalités ? Visiblement. Des thèmes de campagne sont déjà mis en avant : le renouvellement démocratique, l'Europe, l'écologie... Des personnalités sont citées pour la campagne à venir du président, qui, toutes, seraient décidées à le soutenir. Lesquelles ? Emmanuel Macron, Najat Vallaud-Belkacem, Audrey Azoulay, Myriam El Khomri... Macron ? Dans quelques semaines, le 30 août, le ministre de l'Économie et des Finances va pourtant démissionner, « pour entamer une nouvelle étape de son combat ». Mais, à l'Élysée, on ne voit pas venir cette décision. « Emmanuel ne démissionnera pas. Il demeurera loyal au président, nous le connaissons bien, nous pouvons vous le garantir. » Bernard Poignant le confirme : « Hollande lui-même a été scotché par la décision de Macron. » Ils l'ont tous été.

En réalité, l'Élysée n'a pas vu venir grand-chose. Juste la chute annoncée d'Alain Juppé à la primaire avec cet argument développé par Hollande dans le livre de Davet et Lhomme : « Je ne crois pas que ce soit sur le thème de l'apaisement en 2017 qu'il faille s'adresser au pays¹. » Un conseiller nous disait aussi ceci en avril 2016, un an jour pour jour avant le premier tour : « Juppé, il a la peau trop sensible. Quand les pluies acides vont commencer à tomber sur lui, ça va lui faire mal. » L'Élysée rêve alors que la droite s'entre-déchirera longtemps : « Ça va être une boucherie. » Il n'en sera rien, les ténors se tiendront. Au Palais, on continue pourtant à croire encore à une candidature Hollande, « plus petit dénominateur commun à gauche ». Et puis, qui

1. Gérard Davet, Fabrice Lhomme, *ibid.*

Le piège mortel

irait aller l'affronter lors de la primaire ? Montebourg ? « Il n'ira pas ! » Hamon ? Qui ?

Septembre 2016. C'est la rentrée, Hollande prononce un beau discours à la Mutualité que personne ne retient. Il « n'imprime pas ». Les sondages le créditent invariablement d'une dizaine de points d'intentions de vote. L'Élysée le reconnaît : « On ne touche pas grand-monde pour l'heure. » Focalisés sur Sarkozy, les fidèles du président se raccrochent à la faible audience de l'ex-président à la télévision ou au fait qu'il ne connaisse pas le site Internet « Le bon coin » et que certains internautes se soient moqués de lui. Y croient-ils encore vraiment ? « On part de loin, on ne va pas se voiler la face », reconnaît l'un d'entre eux. Maigre motif d'espoir, Montebourg, qui s'est déclaré candidat à la présidentielle le 21 août, a accepté de participer à la primaire. Il sera battu, ils en sont sûrs, tout comme la « bulle Macron » va finir par exploser. Un proche de Hollande : « La politique, ce n'est pas comme entrer dans un casino, empocher un million d'euros et ressortir, il faut de la sincérité. Et puis Macron, on n'arrive pas à savoir s'il fait jeune giscardien ou vieux rocardien. » Évoquer une victoire de Benoît Hamon fait alors sourire tout le monde.

Certains sont désespérés, ou fatalistes. Nous croisons un des plus proches amis de Hollande, qui travailla avec lui au tout début des années Mitterrand, dès 1983. « C'est foutu, ça l'est depuis plus d'un an maintenant. Tous les indicateurs prouvent que c'est inéluctable. Même si la courbe du chômage s'inverse vraiment, il est trop tard, il ne lui reste plus assez de temps pour remonter la pente ; avec une telle impopularité, il aurait fallu au minimum dix-huit mois. » Et puis il y a ceux qui y croient encore. À une condition : que Hollande s'extirpe du piège des primaires, qu'il les contourne. Car celles-ci, prévues pour janvier 2017,

Les dessous d'une présidentielle insensée

risquent fort de tourner au jeu de massacre, au « tout sauf Hollande ». Bientôt, provoquant la colère sourde du Château, Montebourg va d'ailleurs publiquement appeler les électeurs de droite « à voter contre François Hollande » à la primaire. Message reçu par nombre de Français : courant novembre 2016, une conférence à l'université des Savoires réunit, entre autres, de fidèles soutiens de François Fillon, qui fut jadis président de la région et reste très populaire dans l'Ouest. Que disent ces retraités, CSP+, membres de la bonne société nantaise ? Qu'ils iront tous voter à la primaire de gauche en janvier « pour dégager Flamby » ! Le lendemain, nous sommes en Savoie, terre de droite. Même discours : « On va dégager l'autre con ! On va écraser Flamby ! »

Mais Hollande n'écoute pas. Son ami l'avocat Dominique Villemot, camarade de la célèbre promotion Voltaire à l'ENA, nous reçoit dans son cabinet situé à deux pas des Champs-Élysées. Sur l'une des étagères, une photo de lui-même, au palais présidentiel, le jour d'une remise de décoration par le président. « C'est impensable que tu sois candidat à la primaire, cela va t'affaiblir et t'obliger à te déclarer trop tôt ! », lui a-t-il dit et écrit plusieurs fois. « Si tu te declares à la primaire, tu devras le faire avant le 15 décembre. Or, dès que tu seras candidat, tu ne seras plus président ! » Puis : « François, ne passe pas par la primaire ! » Pas de réponse...

Le 19 octobre 2016, au soir de la défaite de Cécile Duflot au premier tour de la primaire EELV, Bernard Poignant envoie lui aussi un SMS prémonitoire à Hollande : « Duflot perd ; imaginons Sarkozy battu aussi... L'époque est à la chasse : gare aux primaires ! » Il n'obtient pas de réponse. Certains à l'Élysée redoutent désormais une sorte d'« automne français », qui ressemblerait, toutes proportions gardées, au Printemps arabe. « On sentait que les électeurs voulaient entonner le même air,

Le piège mortel

“Dégage !” » reprend Bernard Poignant. Au Parti communiste, les adhérents, pour la première fois depuis 1917 peut-être, désavouent la direction centrale en acceptant le ralliement à Jean-Luc Mélenchon qui, justement, surfe sur le thème du « déga-gisme ». Après la direction du PC, après Duflot, vont venir le tour de Nicolas Sarkozy et d'Alain Juppé d'être obligés de quitter la scène politique. Mais Hollande hésite toujours. Se représenter ? En 2015, il disait : « J'en serai persuadé quand j'aurai vraiment le sentiment que la victoire est possible. » Mais comment peut-il encore y croire, avec ou sans la primaire, quand tous les sondages se révèlent aussi calamiteux ? Combien de notes ses conseillers politiques lui rédigent-ils sur la situation du pays, sur les primaires de droite et de gauche, sur la marche à suivre pour préparer 2017 ? Une montagne de notes que l'un d'entre eux nous montre, sans aller jusqu'à nous les faire lire. Mais combien d'entre elles ont donné lieu à un échange écrit ou oral ? On pourrait les compter sur les doigts d'une main.

Le président ne va pas écouter les derniers amis qui, jusqu'à la fin, vont l'implorer de « renverser la table » en contournant l'obstacle. Dix jours avant sa décision, il reçoit encore un SMS, qui lui prodigue moult conseils : « Tu n'es pas candidat à la primaire. Tu ne dis rien. Et tu te declares à la présidentielle au mois de février. Le vainqueur de la primaire sera alors obligé de se retirer. » Mais comment aurait-il pu s'en affranchir, de cette primaire qui l'avait fait prince en 2011 puis roi un an plus tard ? Poignant : « Il se serait présenté, une autre histoire s'ouvrait, la primaire PS se serait éteinte d'elle-même, la nécessité politique aurait poussé Montebourg et Hamon à se ranger. Je disais à François : “Ça gueulera dans les rangs socialistes mais ça se tassera...” Je n'arrivais pas à le voir face à Filoche *and co.*, ça aurait été un massacre. Même Sarkozy, pourtant face à deux anciens Premiers ministres, ça m'avait mis mal à l'aise. »

Les dessous d'une présidentielle insensée

Un ami proche : « Le premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis aurait fini par se ranger et se faire à l'idée. Stéphane Le Foll se serait chargé de faire passer la pilule. » Mais Hollande n'a rien voulu entendre. Une fois de plus.

Chapitre 2

La deuxième mort de Nicolas Sarkozy

Tôt ce matin-là, il a compris qu'il se passait quelque chose d'anormal dans la quatrième circonscription de Seine-et-Marne. La sienne. Dans ce territoire qui entoure Provins et comprend les zones rurales de la Brie, une drôle d'odeur plane. Et Christian Jacob commence à percevoir qu'il peut bien s'agir de celle de la défaite.

Avant cette campagne de la primaire, le patron du groupe des députés Les Républicains à l'Assemblée nationale n'a jamais fait figure, loin s'en faut, de soutien historique de Nicolas Sarkozy. Christian Jacob a déjà un rôle bien établi dans la petite famille de la droite, celui de gardien du temple chiraquien. Lui, l'ancien syndicaliste agricole, a été repéré par l'ex-président qui en a fait un ministre, tout au long de son deuxième mandat, de 2002 à 2007. D'abord de la Famille, puis des PME, du Commerce et de l'Artisanat et enfin de la Fonction publique.

En suivant Nicolas Sarkozy, Christian Jacob a fait le choix de marcher dans les pas du chef de son parti. Celui qui, élu président de l'UMP en novembre 2014, a porté en juillet 2015 Les Républicains sur les fonts baptismaux, avant de se déclarer candidat un an plus tard à la primaire de la droite et du centre. Un retour par la petite porte après avoir fait mine de se retirer de la vie politique pendant deux

Les dessous d'une présidentielle insensée

ans, dans la foulée de sa défaite de mai 2012 face à François Hollande. Un parcours du combattant encouragé par son mentor Édouard Balladur qui l'incitait à s'emparer avant toute chose de la Rue de Vaugirard. Chez ces bonapartistes, celui qui emporte l'assentiment du parti est ensuite le plus légitime pour présenter sa candidature au pays. C'est également ainsi que Christian Jacob a raisonné en décidant de soutenir l'ancien ennemi juré du clan des chiraquiens.

Mais, ce matin, il y a décidément beaucoup de monde dans les bureaux de vote seine-et-marnais, et personne ne sait comment la situation peut évoluer. Depuis des semaines, les sarkozystes parient sur une faible mobilisation. Eux ont voulu s'adresser au « noyau dur » ou au « fond de cuve », comme le disent élégamment certains élus Les Républicains. En résumé, ils misent sur la frange la plus droitière qu'ils espèrent ultra-mobilisée. Sauf que, dans les files d'attente, Christian Jacob croise des administrés qu'il n'attendait pas ce dimanche matin-là, des mères de famille nombreuse par exemple. Parmi eux, une bonne proportion d'électeurs déboussolés. Habités à la discipline collective, à suivre sans sourciller l'oriflamme du chef, les sympathisants de droite sont visiblement désarçonnés par cette première primaire présidentielle ouverte. Par ce choix crucial qu'on leur abandonne, eux qui n'ont rien de commun avec les électeurs du PS, les premiers à avoir ainsi départagé leurs candidats à l'automne 2011.

À dire vrai, après cette campagne, ils ne savent plus à quel candidat se vouer. « Les électeurs viennent me voir spontanément, ils me disent qu'ils sont embêtés, ils me demandent pour qui voter », raconte Christian Jacob qui, en ce matin de premier tour de la primaire, découvre très souvent une même hésitation chez les électeurs de la droite et du centre. Les Seine-et-Marnais ont un bulletin dans chaque main.

La deuxième mort de Nicolas Sarkozy

Celui d'Alain Juppé qui a le plus de chances d'emporter la présidentielle, c'est en tout cas ce que disent les sondages. Et celui de François Fillon, plus proche de leurs convictions. L'ancien Premier ministre a défendu un véritable programme de droite pendant les trois débats d'avant premier tour, et cela n'a pas été pour leur déplaire. Et pas la peine de tenter d'expliquer à ces indécis que lui, leur député depuis 2007, s'est converti au sarkozysme. Pas question pour eux d'emboîter le pas à leur élu. Les électeurs ont encore une fois bien lu les sondages. Et, s'ils refusent de se ranger derrière l'ex-président, c'est avant tout parce qu'ils ont soif d'alternance après le quinquennat Hollande. « Oui nous sommes sarkozystes, mais nous ne pouvons pas voter pour lui car les Français n'en veulent plus, il va perdre la présidentielle ! », font-ils valoir.

Désarçonné par ce qu'il entend, Christian Jacob décroche son téléphone et appelle Éric Ciotti, élu des Alpes-Maritimes, autre pilier de la campagne de Nicolas Sarkozy. Depuis Nice, cet autre député se fait rassurant. Sur ses terres droitières, lui ne sent pas pareille hésitation. Il en est certain : tout va bien se passer. La foi du charbonnier ?

Au même moment, les caméras de télévision captent une image exécration pour le candidat : loin d'attendre patiemment son tour comme ses concurrents, Nicolas Sarkozy vient de doubler la longue file d'attente de son bureau de vote, proche de son domicile du 16^e arrondissement de Paris. L'image passe en boucle sur les chaînes d'information en continu. Les réseaux sociaux grondent. En cet automne 2016, les Français font la chasse aux privilèges.

Dans sa tête, Christian Jacob repasse le film de cette courte campagne. Une campagne très agressive, de nombreux meetings dans des régions ciblées, les librairies et les centres commerciaux bondés au moment des dédicaces du

Les dessous d'une présidentielle insensée

livre *Tout pour la France*¹ opportunément publié à la toute fin du mois d'août. Sarkozy a encore un fan-club. Et son adversaire principal, Alain Juppé, a été ébranlé sur ses bases. Le grand homme d'État, tel que ses soutiens aiment à le définir, a été caricaturé en centriste mou du genou. On s'est moqué dans tous les déjeuners avec les journalistes de la tendreté supposée du maire de Bordeaux.

Et, surtout, on a martelé, martelé jusqu'à la nausée qu'Alain Juppé avait signé un pacte avec ce diable de Bayrou, le même qui avait décidé de voter François Hollande en mai 2012. « Hou ! hou ! » Succès garanti en meeting. Au passage, les troupes sarkozystes sont parvenues à instiller le doute. Et si Juppé faisait du Béarnais son Premier ministre ? « Hou ! hou ! », répond encore la salle. Et peu importe si François Bayrou a fait deux ans auparavant un pas en crabe vers la droite, ce qui lui a permis au passage de conquérir enfin la mairie de Pau. Il n'est pas question de pardon. « Seules errances d'amour sont dignes d'un pardon », comme l'écrivait Cervantès. Et jamais les fidèles de l'ancien président de la République n'ont porté le Béarnais dans leur cœur.

Il fait même l'objet d'un canardage en règle. « C'était un vrai problème Bayrou, justifie Jacob. Si Juppé l'emportait et qu'il y avait eu un groupe MoDem à l'Assemblée, on allait être pris en otage tous les matins. »

De son côté, Nicolas Sarkozy a imposé tous les thèmes, toutes les polémiques de la campagne. Créé la controverse en convoquant « nos ancêtres les Gaulois » au banquet de la primaire, ou en affirmant qu'il suffisait de servir « une double ration de frites » dans les cantines scolaires aux enfants qui ne souhaitaient pas manger de porc. Il a hystérisé le débat, questionné « l'identité heureuse » d'Alain

1. Nicolas Sarkozy, *Tout pour la France*, Plon, 240 p., 2016.

La deuxième mort de Nicolas Sarkozy

Juppé qui accepte selon lui « les accommodements raisonnables avec l'extrémisme ». Une attaque, relayée par des journalistes, qui a réussi à faire sortir son concurrent de ses gonds, devant témoins qui plus est. La mission de déstabilisation semble réussie ! Dans le même mouvement, l'ancien président de la République a mis en exergue les faiblesses de caractère de son concurrent Juppé et bloqué à son profit le couloir tout à droite, bien à droite. Le travail a été fait et bien fait.

Bien sûr, il y a les affaires, ces affaires que tout sarkozyste digne de ce nom balaie de la main, convaincu, presque magiquement, de l'invincibilité de son champion. « Cela nous renforce, les électeurs ont l'impression que l'on veut abattre Sarkozy », entend-on invariablement. Affaire Bygmalion, affaire Azibert, financement libyen de la campagne de 2007, affaire des sondages de l'Élysée... Leur accumulation donne pourtant le tournis. François Fillon s'en est délecté lors de sa rentrée politique à Sablé-sur-Sarthe. Dans une formule assassine dont on n'a pas fini d'entendre parler, l'ancien « collaborateur » de Nicolas Sarkozy a lancé, lui le candidat présenté comme « irréprochable » : « Qui imagine le général de Gaulle mis en examen ? »

Il y a eu aussi ce moment désagréable à passer, le livre de ce « traître » de Patrick Buisson, *La Cause du peuple*¹, publié au mois de septembre et sous-titré : « L'histoire interdite de la présidence Sarkozy ». Entre autres révélations, l'ancien conseiller maurassien y assène, sans preuves, que l'ex de l'Élysée et ancien ministre de l'Intérieur aurait volontairement laissé en 2006 des bandes de « blacks » et de « beurs » agresser des jeunes blancs dans les manif anti-CPE afin de mettre en difficulté son rival, Dominique de Villepin. L'ouvrage s'est arraché en librairie. Mais les

1. Patrick Buisson, *La Cause du peuple*, Perrin, 500 p., 2016.

Les dessous d'une présidentielle insensée

sarkozystes ont estimé que son impact était minime sur la campagne, tant la rancune du conseiller était visible lors de ses interventions télévisées. « Ceux qui pensent pouvoir m'atteindre doivent savoir que j'ai une capacité de résistance, une détermination et une volonté que l'expérience du pouvoir et de la vie n'a eu de cesse de renforcer », répond à ses détracteurs Nicolas Sarkozy lors d'un meeting à Chantilly. Le chapitre « Mauvais génie » de la campagne, le surnom donné à Buisson par ses biographes Vanessa Schneider et Ariane Chemin, s'est assez vite refermé.

Dans la dernière ligne droite, Nicolas Sarkozy a même, se sont ostensiblement persuadés ses amis, bénéficié de l'aide inattendue d'Emmanuel Macron. Oui, cet ancien ministre affranchi de François Hollande qui vient, quatre jours avant le premier tour de la primaire de droite, de déclarer sa candidature à la présidentielle. « Nicolas Sarkozy s'amuse du phénomène Macron. Il considère que cela prend chez Alain Juppé et chez François Hollande. Cela crée une photo contraste dans notre campagne. Cela en vieillit certains prématurément... », remarque ainsi en aparté François Baroin, autre chiraquien défroqué, à qui Nicolas Sarkozy a déjà promis Matignon. « Vous voyez, Alain Juppé, cela ne peut pas être l'avenir », répète alors celui qui est pourtant avant tout un ancien président à tous ceux qui veulent bien l'écouter.

Non décidément, selon ses adorateurs, Nicolas Sarkozy peut envisager une belle victoire. Qu'importent les sondages en berne. Grand consommateur des études d'opinion, l'ancien chef de l'État fait à présent mine de ne plus les regarder. « Sarkozy a un diagnostic qui correspond à la réalité du pays. Son axe stratégique, c'est l'électorat de la primaire. Pour les sondages, les sondeurs n'ont aucune

Cet ouvrage a été mis en pages par



N° d'édition : L.01ELKN000636.N001
Dépôt légal : mai 2017